

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

HEBDO

#3
2
NOVEMBRE
2010

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

PRIX LIBRE

ILS ONT VOTÉ LA LOI, NOUS ON CONTINUERA !

Photothèque du mouvement social



C'EST DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE

EN GRÈVE POUR LE RETRAIT !



IL EST TOUJOURS POSSIBLE DE GAGNER !

Le gouvernement et les médias assènent depuis le vote de la loi que c'est la fin de la mobilisation. On ne peut pas nier un certain reflux avec la reprise du travail de plusieurs secteurs emblématiques (raffineries, transports, marins/pêcheurs...) mais tout le monde constatera que la mobilisation n'est pas défaite. Les manifestations de jeudi 28 octobre ont rassemblé plus de 2 millions de personnes alors même que les lycéens et les enseignants, secteurs moteurs depuis le début, étaient en vacances.

Le sentiment des grévistes, y compris ceux qui s'appêtent à reprendre le travail, n'est pas celui d'avoir été écrasé. Mais nombre d'entre-eux se disent prêts à repartir, si la situation évolue. Dans la situation actuelle, un des scénarios pourrait être que la mobilisation se maintienne dans la jeunesse avec une reprise de la grève des lycéens à la rentrée et un élargissement sur les facs qui donnerait confiance à d'autres secteurs salariés pour reprendre ou entrer dans la grève reconductible.

La mobilisation lycéenne est restée importante jusqu'à la veille des vacances, la participation dans les AG de facs s'est maintenue à un niveau assez élevé. Rien n'est donc perdu. Il faut donc tout tenter pour que la grève reparte à la hausse.

La journée du 4 novembre est centrale pour contrer le reflux. Une mobilisation importante à cette occasion permettrait d'ouvrir la possibilité de nouvelles dates de mobilisation et d'un rebond du mouvement dans son ensemble.

C'est la rue qui est légitime !

Sarkozy a été élu, de même que les 577 députés qui décident des lois. Contester leurs décisions, est-ce illégitime ?

Tout ce qu'on a, c'est la rue qui l'a pris !

Aucun acquis social n'est sorti des urnes. Les congés payés n'étaient pas dans le programme électoral du Front populaire. C'est parce que deux millions d'ouvriers en grève ont occupé leurs usines pendant deux mois, que les capitalistes ont accepté de lâcher beaucoup, de peur de tout perdre. Après la guerre, ils ont accepté de faire des concessions historiques, notamment la Sécurité sociale.

L'État n'est pas un instrument neutre, issu de la volonté du peuple. C'est l'instrument, armé, de la classe dominante pour maintenir l'ordre social. Ce qu'on ne prend pas, ce ne sont pas eux qui vont nous le donner.

Leur démocratie n'est pas la nôtre

Certes, nous sommes consultés tous les cinq ans. Mais d'un pays à l'autre, les pouvoirs de gauche comme de droite assument la même politique, dictée par des institutions internationales (FMI, Banque mondiale, banques centrales)... Qui n'émanent d'aucun mandat populaire.

Pour sauver le système de retraites, il faudrait partager le temps de travail, travailler moins pour travailler tous, augmenter les salaires en prenant sur les profits... Les partis institutionnels, du PS à l'UMP, nous répondent que ce serait impossible. Les entreprises fuiraient le pays. Il faudrait donc que les travailleurs, qui ne peuvent pas exporter leurs richesses dans des paradis fiscaux, paient la crise.

Contre le chantage patronal, pouvoir ouvrier !

La droite n'a de cesse de comparer la grève au chantage... Mais son argument principal pour maintenir le bouclier fiscal, les exonérations de « charges », la précarité, le gel des salaires, les suppressions de postes... C'est le chantage des patrons et des milliardaires !

La seule solution contre la fuite des capitaux, c'est leur réquisition, c'est-à-dire la prise en main de leur outil de travail par ceux qui produisent les richesses. Évidemment, ça ne passera pas par une loi, un décret ou une décision d'en haut. C'est par en bas qu'une autre gestion de la société naîtra. Une gestion responsable, qui prendrait en compte les besoins et non les profits. Une gestion démocratique, dans laquelle les élus seraient révocables à tout moment s'ils ne font pas leur boulot. Une gestion collective, dans laquelle on ne serait plus en concurrence, mais en coopération.

Pour notre avenir, rompre avec le système

Réquisitionner les entreprises et les mettre sous contrôle ouvrier, c'est contraire à la plus sacrée des lois de la République : la propriété privée.

L'État des capitalistes n'a pas beaucoup de principes. Au nom de la « raison d'État », il soutient des dictatures, des guerres, des coups d'État. Aujourd'hui, il cambriole des journalistes qui s'intéressent de trop près aux affaires des politiciens et des grandes fortunes...

Alors non, la légitimité n'est pas du côté de la classe dominante et du pouvoir qui est à son service. Elle est de celui des grévistes et des 70% de la population qui les soutiennent !



Grève, manif, blocage, interpro...

Comment construire la mobilisation ?

D'une certaine manière, tous les moyens sont bons pour construire la mobilisation actuelle. Mais tous ne se valent pas et n'ont pas la même influence sur le rapport de force face au patronat et au gouvernement. Certains courants à gauche proposent l'organisation d'un « référendum citoyen ». Nous sommes au contraire convaincus que c'est par la grève majoritaire et reconductible de la jeunesse et des travailleurs que nous pourrions gagner.

Mais dans la mobilisation ces questions sont en débat. Alors, pourquoi la grève et les manifestations sont-elles importantes ? Quel rapport avec les blocages économiques qui s'opèrent ?

La centralité de la grève et l'importance des manifestations

La grève est la meilleure arme des jeunes et des travailleurs pour se battre. Par la grève, les salariés arrêtent la production et bloquent donc les profits du patronat. Total a déclaré, sans doute en minimisant les chiffres, que la grève dans les raffineries lui avait fait perdre 100 millions d'euros. C'est aussi un moyen de lutte collectif par excellence. Il permet donc l'organisation collective des grévistes entre eux au cours d'assemblées générales et de comités de mobilisation. Dans la jeunesse scolarisée, faire grève consiste à ne pas aller en cours collectivement. Cela permet de dégager du temps pour chercher à étendre la grève et pour participer aux actions collectives qui sont décidés comme les manifestations.

L'importance de la manifestation est souvent relativisée, et elle est parfois vue comme dépassée. Au contraire, son rôle est de faire une véritable démonstration de force collective. Elle permet de montrer pourquoi nous nous battons (par les slogans, les banderoles...) en étant très nombreux. Ainsi les grévistes ne s'enferment pas sur leur site (fac, lycée, entreprise...) mais se tournent vers le reste de la population. Les manifestations de masse atteignant 3,5 millions de personnes ont isolé le gouvernement et ont montré la légitimité du mouvement. Les minoritaires n'étaient pas les grévistes mais Sarkozy, Woerth et Parisot ! Le nombre de manifestants dans les rues a d'ailleurs servi de baromètre aux médias et au gouvernement pour juger de l'amplification ou non du mouvement. Les manifestations servent aussi à donner confiance en regroupant tous les secteurs en grève. Cela combat l'isolement des différents secteurs. C'est donc une action interprofessionnelle par excellence ! Il ne tient donc qu'à nous de rendre nos manifestations dynamiques et motivantes !

Grève / blocage, quelle articulation ?

Une des caractéristiques de la mobilisation est le développement d'action de blocage. Les péages, rond-points, zones industrielles etc. sont bloqués par les secteurs mobilisés, souvent ensemble. De la même manière, l'idée que pour gagner il faut « bloquer le pays » fait son chemin. C'est un acquis de la mobilisation et cela permet d'avoir une activité quotidienne importante. Mais le blocage du pays, c'est par la grève générale qu'il faut l'obtenir. Le blocage doit donc servir à construire la grève mais sans s'y substituer. Car sinon

le risque de voir se développer l'idée d'une « grève par procuration », où seul certains sont en grève et bloquent les axes de transports pendant que d'autres les soutiennent même financièrement, est important. Or, pour gagner, il faudra bien un mouvement de grève de l'ensemble des secteurs de la jeunesse et du monde du travail. C'est à cette compréhension là que les actions de blocage doivent servir.

Construire l'interpro, pourquoi, comment ?

Il est fondamental que les liens qui existent aujourd'hui entre les secteurs mobilisés se développent à la base. Les actions interprofessionnelles qui se multiplient permettent de donner une visibilité importante au mouvement. Mais souvent les AG interprofessionnelles ne regroupent que trop peu de monde. Or c'est ce type de cadres qui permet de discuter concrètement de l'état de la mobilisation et des perspectives communes que l'on peut se fixer. En cela, ils peuvent jouer parfois un rôle décisif en proposant des dates de mobilisations et des perspectives alternatives à celle des directions syndicales.

Les cadres interpro ne peuvent donc pas se résumer à des actions très radicales mais sans lien entre les secteurs déjà en grève et ceux qu'il faut entraîner dans la bataille. Les cadres interpro doivent donc surtout servir à discuter de la situation et de comment faire pour étendre la grève en agissant ensemble. Ces actions interprofessionnelles doivent donc être organisées pour permettre, à nouveau, l'extension de la grève, seul moyen réel de gagner.

AVORTER EST UN DROIT ! DÉFENDONS-LE !

MANIFESTATION POUR LES DROITS DES FEMMES

Samedi 6 novembre

On nous fait croire qu'aujourd'hui l'égalité entre les hommes et les femmes serait acquise. Pour notre génération le combat féministe serait largement dépassé. Pourtant, notre vie quotidienne nous rappelle que l'égalité est loin d'être gagnée.

Egalité : mon cul !

Les femmes gagnent en moyenne 24% de moins que les hommes à qualification égale. Elles occupent 80% des temps partiels, 59% des emplois aidés ou des CDD. Alors que les filles réussissent mieux au bac, elles sont en général moins diplômées de l'enseignement supérieur. Il y a toujours une division sexuée des filières : on oriente plus les garçons vers les filières scientifiques considérées comme filières d'excellences et les filles vers les filières littéraires. Elles assument toujours 80% des tâches ménagères.

Les femmes premières victimes de la crise et des attaques du gouvernement

Les femmes se retrouvent en première ligne des suppressions de postes et des licenciements massifs. Les emplois précaires et les temps partiels sont les emplois supprimés en priorité par les patrons. Ces emplois sont majoritairement occupés par les jeunes et les femmes. Alors pour les jeunes femmes c'est carrément la galère ! Le gouvernement se sert de la crise pour mener une politique de pénurie budgétaire dans les services publics. 42% des subventions aux planning familiaux ont été supprimés, ces dernières années plusieurs dizaines de centres IVG ont fermé. Avec les suppressions de postes dans l'éducation, les infirmières et les médecins scolaires ont diminué de manière drastique. Pour beaucoup de jeunes filles, ça signifie se débrouiller seules avec ses questions sur la sexualité, avec leurs problèmes quand elles tombent enceintes.

Les femmes premières victimes de la réforme des retraites

La réforme des retraites que cherchent à nous imposer le gouvernement et le patronat creuse d'avantage les inégalités de pensions entre les hommes et les femmes. Les femmes gagnent en moyenne une retraite de 800 euros par mois alors que les hommes touchent en moyenne 1400 euros. C'est une retraite inférieure de 40%. Ces inégalités sont dues aux temps partiels

majoritairement imposés aux femmes, aux congés maternité et aux inégalités salariales (24%). En allongeant la durée de cotisation et l'âge légal de départ à la retraite on accentue ces inégalités. Encore une fois, l'égalité homme-femme est possible par le partage des richesses et du travail.

Luttons contre la remise en cause de tous nos acquis

Dans le contexte de liquidation de l'ensemble de nos acquis sociaux, les droits des femmes et en particulier le droit à l'avortement sont remis en cause. Le droit à l'avortement est un droit fragile. Acte médical peu valorisé, loi trop souvent partiellement appliquée : les difficultés d'accès à l'IVG sont encore réelles pour les femmes en France en 2010 ! En cassant le service public hospitalier, la loi Bachelot aggrave très dangereusement cette situation.

Sur tout le territoire, le constat est le même : les centres d'IVG ferment ou sont menacés, les délais de rendez-vous s'allongent, les femmes galèrent, souffrent et paient le prix fort. Il y a urgence à réagir !

Nous avons des milliers de raisons de nous révolter et de nous battre pour nos droits. Le 6 novembre prochain, une manifestation pour les droits des femmes est organisée, à l'appel de plusieurs dizaines d'organisations. Nous savons bien que nous n'avons rien à attendre du gouvernement ou de ce système capitaliste. C'est lui-même qui organise l'oppression des femmes. Les patrons trouvent ça bien utile de disposer d'une main d'oeuvre bon marché, le gouvernement est bien content

qu'il y ait les femmes pour garder les enfants quand il n'y a pas assez de place en crèche... C'est pourquoi, nous affirmons que seules nos luttes permettront d'arracher de nouveaux droits et que pour en finir définitivement avec l'oppression des femmes, il faut en finir avec le capitalisme !

La manifestation pour les droits des femmes prévue de longue date est maintenue le 6 novembre et convergera avec la manifestation contre la réforme des retraites.



SOLIDARITÉ en Belgique avec le mouvement CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES

Suite au blocage des dépôts pétroliers le gouvernement n'a pas hésité à ravitailler la France en essence en puisant dans des dépôts à l'étranger. C'est le cas par exemple en Belgique où des dépôts Total ont servi à alimenter les stations françaises. La solidarité avec le mouvement a dépassé nos frontières, puisque des travailleurs, notamment de la FGTB (principal syndicat belge) ont bloqué les camions qui partaient vers la France le 26 octobre. Ils ont exprimé leur crainte de subir eux aussi une réforme des retraites et protestent également contre les procédés du gouvernement Sarkozy qui visent à briser le droit de grève en contournant l'action des salariés de la pétrochimie.

De même, en Allemagne une grève sur des revendications salariales a été menée par les cheminots de la Deutsche Bahn. On peut espérer la même chose en Angleterre où un plan de près de 500 000 suppressions d'emplois dans la fonction publique va être mis en place sur quatre ans. Ces actions montrent la voie à suivre contre les plans d'austérité à l'échelle européenne. Solidarité entre les internationale !

QUAND SARKOZY FAIT (ENCORE) DES CADEAUX DANS LA FAMILLE

L'objectif de la réforme des retraites est de remplacer le régime solidaire par répartition par un régime par capitalisation, où chacun épargnerait individuellement pour financer sa retraite. L'un des grands bénéficiaires de cette réforme s'appelle Guillaume Sarkozy.

Le frère aîné du président est délégué général du groupe de mutuel et d'assurance Malakoff - Médéric. Il veut faire de son entreprise un acteur majeur de la retraite complémentaire privée. Le marché qui s'ouvre devrait représenter de 40 à 100 milliards d'euros d'ici 2020. Là où la collusion commence entre les deux frangins, c'est lorsqu'on apprend qu'au premier janvier prochain une filiale va se créer entre Malakoff - Médéric et la caisse des dépôts qui gère le fonds de réserve de retraites. La caisse des dépôts, organisme public, devrait assurer la système par répartition plutôt que d'entrer en filiale avec un groupe privé dont le but est de développer la retraite par capitalisation. Évidemment, l'intérêt pour Guillaume Sarkozy est juteux. Créer une filiale avec l'organisme public lui garantirait de prendre une part de marché importante. Pour cela, il peut compter sur son petit frère, qui d'une main liquide les services publics, et de l'autre organise de petits arrangements pour la famille.

EDITO

Et si ça

REPARTAIT

à LA RENTRÉE...

Avec le vote de loi au Sénat, le gouvernement espère que la contestation va enfin s'essouffler. Bien sûr, après plus de 3 semaines de grèves reconductibles certains des secteurs les plus mobilisés ont décidé de suspendre la grève. Mais personne n'est encore vaincu : ni le gouvernement, ni nous.

Les manifestations du jeudi 28 octobre ont encore rassemblé plus de 2 millions de personnes alors même que certains des secteurs les plus mobilisés étaient en vacances comme les lycéens, les enseignants et une partie importante d'universités. Les salariés des raffineries ou des transports ne sont pas défaits, au contraire, certains se préparent à reprendre la grève si la situation redevient favorable.

Tous ces signes montrent que la bataille n'est pas perdue. Il n'est pas encore l'heure de siffler la fin du mouvement comme s'apprêtent à le faire certaines confédérations syndicales.

Ne lâchons rien ! Par la grève c'est possible de gagner

Avec la rentrée scolaire, la jeunesse sur les facs et les lycées peut reprendre le flambeau de la lutte. Les lycéens étaient restés très mobilisés jusqu'à la veille des vacances. Si une mobilisation importante des jeunes se maintient elle pourra redonner confiance à d'autres secteurs salariés pour reprendre la grève.

La coordination nationale étudiante a appelé à une nouvelle journée de mobilisation le jeudi 4 novembre dès la rentrée. Il faut organiser des Assemblées Générales dans un maximum de facs et de lycées, ainsi que des manifestations dans toutes les villes. Le 4 et le 6 novembre aux côtés des salariés, il faut qu'un maximum de jeunes descende dans la rue pour prouver au gouvernement que vote de la loi ou pas, nous on continuera. Nous refusons que les manifestations du 6 novembre soient un dernier baroud d'honneur. Dès maintenant, nous proposons de continuer la grève le mardi 9 novembre.

Le mouvement contre le Contrat première Embauche (CPE) nous l'a montré : ce qu'un parlement a fait, la rue peut le défaire. Alors, montrons leur que notre détermination ne faiblit pas. C'est aux riches de payer. Nous ne lâcherons pas l'affaire. Pour une fois, c'est la rue qui va gouverner !

En grève jusqu'au RETRAIT !

Mouvement contre Le CPE : Comment nous avons gagné

Le mouvement de 2006 contre la précarité a été le plus grand mouvement de jeunes en France depuis Mai 68.

UN MOUVEMENT EXCEPTIONNEL

Une étape dans la reconstruction de la conscience

Ce mouvement a été l'occasion pour des milliers de jeunes d'accumuler une expérience de lutte exceptionnelle. Organiser une grève avec piquets, participer à des AG de masses, agir en commun avec des travailleurs, mettre en place des actions radicales... Cette expérience militante, et les discussions politiques qui ont eu lieu massivement dans ce cadre sont un acquis fondamental. L'expérience faite a montré qu'il était possible de faire reculer un gouvernement comme celui de Villepin. Par dessus tout, ce mouvement a été une démonstration éclatante que c'est la lutte qui paie.

A l'issue de plus de trois mois de mouvement et d'une véritable épreuve de force, le gouvernement a été contraint de reculer sur le CPE, mesure emblématique de sa politique libérale.

Les évolutions du milieu étudiant

Entre 1995 et le mouvement de 2006, le salariat s'est énormément développé parmi les étudiants et les lycéens. Ce sont désormais quasiment les deux tiers des étudiants qui sont obligés de se salarier pour financer leurs études. 70% des jeunes commencent leur carrière professionnelle par un emploi précaire. La génération qui a aujourd'hui entre 16 et 26 ans sait qu'elle va moins bien vivre que celle de ses parents. Chez les jeunes des quartiers populaires, et notamment ceux issus de la colonisation, un sentiment d'absence de perspectives est désormais profondément ancré.

Des luttes massives de la jeunesse ont eu lieu presque chaque année depuis 2002...

Et le mouvement de 2006 ressemble à une synthèse des points forts des mouvements des précaires, du mouvement étudiant, du mouvement lycéen et du soulèvement des banlieues : il a profité de la capacité d'organisation du mouvement étudiant, il a emprunté des éléments de radicalité au mouvement lycéen et à la révolte des jeunes des quartiers, tout en tenant quasiment dès le départ pour acquis que le lien avec le monde du travail serait décisif.

La politisation du mouvement.

Les jeunes mobilisés ne se contentaient pas en AG de discuter des actions à mener le lendemain : très rapidement, pour se massifier et conquérir une légitimité auprès de l'opinion publique, le mouvement a élaboré des arguments solides contre la précarité et le chômage... Les débats de fond sur la précarité, l'exploitation, le racisme, les réformes libérales, se sont multipliés dans les AG. La question de la construction d'une autre société, fondée sur autre chose que la recherche du profit maximum, a été posée et discutée par des milliers d'étudiants. Un sentiment de défiance par rapport aux institutions s'est imposé au cours du mouvement, qui n'a pas perdu de son ampleur après le vote de la loi. L'idée communément admise dans le mouvement ouvrier qu'une fois une loi votée, on ne peut plus rien y faire a été battue en brèche de manière éclatante. Les affrontements avec la police n'ont pas été réservés à une minorité, et les actions « radicales » ont impliqué des centaines, voire des milliers de jeunes.

LE MOUVEMENT, TERRAIN D'UNE LUTTE ENTRE GAUCHE INSTITUTIONNELLE ET GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

Durant le mouvement, le principal clivage s'est fait autour d'une question : fallait-il pousser la crise jusqu'au bout ou se borner à un mouvement qui se donne uniquement comme objectif le retrait du CPE et qui ne bouscule pas l'ordre établi ? Dès le début les révolutionnaires ont défendu une orientation dont les fondements étaient : les blocages, l'auto-organisation et le lien avec les travailleurs.

La grève avec blocage

Le blocage des universités, et dans une moindre mesure des lycées, a été le moyen de massifier le mouvement : au départ, seuls des groupes minoritaires menaient le travail d'information. Dès que les AG ont dépassé un certain seuil, le blocage a été le moyen de mettre en place des AG massives, de plusieurs milliers de personnes dans de nombreuses universités. Avec la dégradation de la situation sociale des étudiants et le durcissement du contrôle des absences (rater trois TD équivaut souvent à rater tout un semestre d'études...), les obstacles au droit de grève sont beaucoup plus importants que par le passé. Empêcher les cours de se tenir était la seule manière de rassembler tous les étudiants.

Les piquets étaient aussi un moyen de bloquer entièrement le fonctionnement des universités. C'était une tentative de montrer l'exemple d'une lutte radicale à la population, comme une invitation à ne pas faire de cadeau au gouvernement. On retrouve cette volonté de s'affronter au pouvoir dans la multiplication des actions de blocages de gares, d'occupations des antennes locales du MEDEF...

L'auto-organisation

Les AG se sont tenues dans un très grand nombre d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur tels que les IUT (il y a eu jusqu'à 144 délégations de facs et établissements d'enseignement supérieur en grève en coordination nationale). Ces AG furent massives : à Rennes 2 ou Poitiers, elles ont atteint les 5 ou 6000 étudiants. Décidant effectivement des actions à mener, les organisations syndicales et politiques se trouvant obligées de respecter leurs décisions, elles élisent des délégués, qui pendant plus de deux mois se sont réunis toutes les semaines en une coordination nationale. Cette structuration nationale du mouvement a permis aux jeunes en lutte de définir par eux-mêmes une stratégie nationale de construction du mouvement. Non seulement cela a donné à la jeunesse la possibilité de faire sa propre expérience d'une démocratie radicale et un apprentissage politique inestimable, mais a également permis au mouvement de ne pas se laisser enfermer dans la stratégie d'épuisement des directions syndicales : une manifestation de temps en temps en espérant négocier le retrait du CPE avec le gouvernement. Cette coordination nationale a voté chaque semaine des appels qui s'adressaient aux étudiants, aux jeunes et aux travailleurs. Dans ces appels, on trouve une stratégie combinant deux éléments : d'un côté, dès que le mouvement a été massif dans les universités et les lycées, un appel clair à la grève générale, de l'autre, des propositions concrètes pour la construction de cette grève générale, en formulant étape par étape une tactique d'extension de la grève par des appels de plus en plus rapprochés à des manifestations et à des grèves communes avec les salariés, à des dépôts de préavis de grève pour permettre aux équipes de salariés les plus combattifs de se mettre en grève reconductible... C'est la coordination qui a impulsé les appels aux deux grandes journées des 28 mars et 4 avril, avec trois millions de manifestants à chaque fois.

La coordination a également élu des portes-parole pour représenter le mouvement, notamment pour s'exprimer auprès des médias et des organisations syndicales, ce qui indique une conscience chez les jeunes mobilisés de la nécessité de contrôler l'expression du mouvement, la volonté de combattre toute récupération.

Le lien avec les travailleurs

Dès le départ, il existait parmi les jeunes mobilisés une conscience diffuse que nous ne pourrions pas gagner seuls : une leçon tirée de l'échec des mouvements sociaux depuis 2003.

L'objectif des étudiants était d'entraîner les travailleurs dans une grève générale, c'est-à-dire un combat frontal contre le gouvernement. Les grèves reconductibles furent ponctuelles, mais il est intéressant de noter qu'elles se sont déclenchées là où le contact entre jeunes et travailleurs a été le plus suivi et où le travail auprès des salariés sur le CPE et la situation

politique avait été combiné à une agitation sur des questions sectorielles (La Poste dans le 92 par exemple). C'est bien sous la menace d'une extension du mouvement aux travailleurs, d'une grève générale que le gouvernement a cédé. Ces trois éléments ont fait la nature du mouvement. Les seuls courants organisés à les avoir défendus au début, pendant et après le mouvement, ce sont les révolutionnaires.

Le rôle des révolutionnaires

Le rôle des révolutionnaires a été certainement irremplaçable pour mener ce qu'on peut appeler une « politique d'ensemble ». Dès le début du mouvement, une aile droite a existé (organisée autour de la direction de l'UNEF) qui ne menait pas une politique permettant de gagner. Assez rapidement, une aile « gauchiste », aux contours mouvants mais liée aux milieux les plus radicalisés, a également pesé, exprimant la volonté d'en découdre avec le pouvoir sans se préoccuper d'entraîner la grande masse des jeunes puis des travailleurs. Les révolutionnaires ont systématiquement proposé une orientation qui tentait et souvent réussissait à prendre en compte les différents niveaux de mobilisation et de conscience pour entraîner l'ensemble vers une confrontation avec le gouvernement et la classe dirigeante.

PRÉPARER LES PROCHAINES BATAILLES

Le retour à l'ordre

La mobilisation a gagné sur le CPE et a fortement déstabilisé le gouvernement. Elle est allée beaucoup plus loin que ce que les courants réformistes auraient voulu. Cependant, la grève générale n'a pas eu lieu et Villepin est sorti « vivant », bien que très affaibli, d'un mouvement qui aspirait à le démettre. Comment cela se fait-il ?

Le mouvement a explicitement posé la question de la grève générale et du départ du gouvernement. Mais ces idées n'ont pas été suffisamment reprises par les jeunes et par les travailleurs, et ce n'est pas uniquement dû aux directions bureaucratiques. Une fois le retrait du CPE acquis, la majorité des jeunes, sans même parler des travailleurs, s'est de nouveau tournée prioritairement vers les soucis quotidiens, les examens en premier lieu. L'exigence d'un affrontement avec le gouvernement n'a pas paru suffisamment vitale aux jeunes (même si beaucoup étaient d'accord avec cette perspective) pour continuer jusqu'au bout. Pour les salariés, la mobilisation est majoritairement restée un mouvement de solidarité avec les jeunes plutôt qu'une lutte commune contre un ennemi commun. C'est cela qui a constitué le principal obstacle politique au déclenchement massif de grèves reconductibles chez les salariés.

Les trois revendications centrales étaient : retrait du CPE, du CNE et de la loi sur l'Égalité des chances. Il y avait une logique profonde derrière cela : se battre contre le CNE signifiait ne pas se limiter à défendre les jeunes salariés ou les seuls futurs salariés et tendre à chercher la solidarité avec tous les travailleurs ; exiger le retrait de la loi sur l'Égalité des chances signifiait viser l'ensemble de la politique du gouvernement. Mais le mouvement a tâtonné avant de se centrer consciemment sur ces revendications, et la tentation de voter des plateformes de revendications à rallonge sans dégager le sens global d'une mobilisation (l'affrontement contre un gouvernement et contre la précarité) a été presque constante.

Le mouvement a connu une répression d'une ampleur sans précédent. Plus de 4000 arrestations, 3500 gardes à vue, 1270 personnes traduites devant la justice, 67 peines de prison ferme... Ces jeunes n'ont pas été poursuivis et condamnés parce qu'ils étaient des délinquants, mais parce qu'ils faisaient partie d'un mouvement menaçant pour la classe dirigeante...

Les outils pour de futures victoires

Après un mouvement de cette ampleur, une des tâches fondamentales consiste à se battre pour que l'ensemble des jeunes qui se sont mobilisés s'organisent sur la durée.

2 novembre 2010

www.npa2009.org

<http://npa.jeunes.free.fr>

contact-jeunes@npa2009.org



- CPE : Contrat première embauche.
- Proposé par le premier ministre Dominique de Villepin en janvier 2006, il prévoyait que les entreprises puissent embaucher un jeune de moins de 26 ans en période d'essai pendant deux ans. Autrement dit, deux ans durant lesquels on aurait pu se faire virer du jour au lendemain sans motif... Après avoir été voté par l'Assemblée et promulgué par Chirac, il a été retiré.
- CNE : Né en août 2006, il s'agissait du même principe mais pour les entreprises de moins de vingt salariés. Suite au mouvement anti-CPE, il a fini par être aboli en 2007.
- LEC : Le CPE était un amendement à la loi sur l'égalité des chances. Née après la révolte des quartiers populaires de novembre 2005, elle n'a pas été abrogée. Elle contient notamment la possibilité de commencer un apprentissage à 14 ans et de travailler de nuit à 15 ans.

ABONNEZ-VOUS !

à Tout est à nous !



28^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES **DU 23 au 30 JUILLET 2011** **DANS LE SUD DE LA FRANCE**